

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 17986 - 70ÈME ANNÉE

350 ans, la transition démocratique inachevée

Le 21 octobre 1945, le peuple réunionnais désignait 2 Députés du CRADS pour mettre fin au statut colonial. Ce projet de rupture aurait dû accélérer la fin de la transition démocratique commencée par la rupture historique de 1848. L'année prochaine, ce vote par lequel des Réunionnaises et des Réunionnais ont orienté le destin de La Réunion aura 70 ans. D'ici-là, ne nous privons pas d'échanges sur l'avenir démocratique de la jeune société réunionnaise de 350 ans d'âge.

L'abolition de l'esclavage accordait aux affranchis le statut de Citoyens de la République. Normalement, ils disposaient du droit de vote, mais tout sera mis en œuvre afin de les dissuader de s'en servir. La bonne société avait peur de la réaction des nouveaux libres. Sarda Garriga lui-même se permit d'organiser des élections municipales, le 15 décembre 1848, soit 5 jours avant la date du 20 décembre, privant ainsi la moitié de la population (60 000) d'un droit nouveau! Par cette manœuvre, les possédants étaient rassurés de continuer à détenir le pouvoir. La peur du pauvre par la classe dirigeante était le signe de l'existence d'une conscience de classe pouvait s'exprimer par un vote sanction.

L'année suivante le stratagème ne pouvait plus s'appliquer. Alors une campagne de dénigrement d'une violence inouïe vit le jour autour de cette question adressée aux autorités : « sont-ils Français, ces Cafres, ces Malgaches, ces Malais, esclaves de leur pays, qui ont été importés dans la Colonie et qui y ont vécu esclaves ? » Libérés, certes, mais sans revenus et sans toit, ces nouveaux Citoyens ont été interdits d'exercices démocratiques libres. Aussi pour ce premier scrutin d'une ère nouvelle, il n'est pas étonnant que sur un total de 35.032 inscrits, seuls 6.405 personnes ont pris part au vote.

Les clameurs de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

n'avaient toujours pas atteint nos rivages. Quant aux femmes, elles attendront la fin de la 2e guerre mondiale pour pouvoir, enfin, exercer leur citoyenneté.

En 1945, aux élections municipales, cantonales et législatives, les élections étaient plus libres et la majorité désigna le CRADS vainqueur. Sous le slogan « le pouvoir au peuple », il s'agissait de mettre fin au régime colonial et ériger le Département. C'est la tâche à laquelle se consacrèrent les 2 Députés élus le 21 octobre 1945 : Raymond Vergès et Léon de Lépervanche. Ils ont si bien travaillé que la loi créant le Département a été approuvée, cinq mois après leur désignation par le peuple, le 19 mars 1946 ; cette loi d'égalité au sein de la République Française a été obtenue quasiment un siècle après l'année de libération des 60 000 esclaves de 1848. Pas de liberté sans égalité.

L'article 2 de cette loi prévoyait l'extension de toutes les lois sociales en vigueur le 1er janvier 1947, au plus tard. Mais, les dirigeants au pouvoir, en France, ont refusé d'appliquer cette loi, bafouant ainsi la transition démocratique qui peinait à s'installer dans la colonie. Tous les prétextes étaient bons pour ne pas exécuter l'expression démocratique sortie des urnes, le 21 octobre 1945. Il a fallu se battre durant un demi siècle encore pour obtenir le simple alignement des droits sociaux individuels.

Entre temps, le marché écono-

mique réunionnais a été pris d'assaut par les puissances financières extérieures, installant de véritables monopoles dont la préoccupation n'est pas l'emploi. Au terme de cette période de 350 ans, du régime esclavagiste au régime départemental, 42% des Réunionnais vit sous le seuil de pauvreté et les inégalités se sont creusées. L'État assure à ses agents 35% de vie chère mais pas aux autres catégories sociales. 170 000 personnes sont inscrites à Pôle Emploi dont 69% des jeunes de moins de 25 ans, sortis du cycle scolaire. Pourtant, le Revenu Disponible Brut des Ménages (RDBM) approche les 20 000 euros par habitant et par an.

Le projet global exprimé clairement en 1945 par le peuple réunionnais, à travers une organisation politique réunionnaise (CRADS), de mettre fin aux conséquences de la politique coloniale a été détourné de ses objectifs fondamentaux, prolongeant indéfiniment la transition démocratique inachevée depuis 1848. Il faudra bien se rendre à l'évidence que la confiscation du pouvoir politique dans les mains d'une seule catégorie de citoyens qui relève des 10% de revenus les plus élevés est contraire à l'esprit de l'abolition de l'esclavage et de l'abolition du pouvoir colonial. Par respect de nos aînés et de leurs luttes, les démocrates d'aujourd'hui doivent reconquérir le pouvoir et le redistribuer le plus largement possible.

Ary Yée Chong Tchi Kan

La ministre de la loi des 35 heures et ancienne première secrétaire du PS prend rendez-vous pour 2017

Martine Aubry : nouvelle voix des frondeurs

Après sa rencontre avec le Premier ministre, Manuel Valls, Martine Aubry a répondu aux questions du Journal du dimanche, dans lequel elle demande à François Hollande et Manuel Valls, d'engager une «réorientation de la politique économique» dans un sens plus favorable à la croissance.



Martine Aubry a fait ses propositions.

L'ancienne rivale de François Hollande à la primaire socialiste a tiré à boulet rouge contre la politique gouvernementale, assurant que le chef de l'exécutif doit «emprunter le bon chemin dans les deux ans qui viennent», auquel cas, la gauche va «échouer» en 2017, lors des prochaines présidentielles.

Propositions présentées à Manuel Valls

«La politique menée depuis deux ans en France, comme presque partout ailleurs en Europe, s'est faite au détriment de la croissance. Les déficits ne se sont pas résorbés et le chômage augmente», a assuré cette dernière dans le JDD, du 19 octobre. L'ancienne ministre du Travail est certaine que les difficultés actuelles de l'économie sont dues à une absence de cap : «on ne mobilise pas un pays sur la seule gestion financière, on doit donner la destination du voyage».

«Il nous faut trouver au plus vite les bons réglages des politiques économiques qui permettront de sortir la France de la crise», a-t-elle assuré. Cette dernière a dénoncé la politique de l'offre mise en place par François Hollande. Pour cette dernière, celle-ci repose sur des

baisses de charges et de fiscalité des entreprises. A contrario, la maire de Lille préconise de soutenir la demande, celle des ménages et des collectivités locales. Parmi ses propositions, elle met en avant la nécessité de cibler les aides uniquement sur les entreprises exposées à la concurrence internationale ou qui investissent et embauchent.

Cette mesure pourrait selon elle libérer 20 milliards d'euros sur les 41 milliards prévus par le Pacte de responsabilité. Cette somme servirait alors à soutenir le pouvoir d'achat des ménages et l'investissement des collectivités locales, dont les budgets sont réduits par la baisse des dotations de l'État.

Pour résorber le chômage de masse, Martine Aubry propose de créer davantage d'emplois aidés en attendant le retour de la croissance. Cette dernière a dénoncé l'extension du travail dominical, qualifié de «mirage», car cela ne créera pas d'emploi. Même jugement sur le pouvoir d'achat, qui «ne va pas s'accroître par miracle parce que l'on consomme un jour de plus», selon elle, toute réforme en ce sens se ferait «au détriment du petit commerce (...) et donc, in fine, aussi de l'emploi». Concernant la modification des règles de l'assurance chômage, «pour moi, la réforme doit être synonyme de progrès. Il faut en finir avec les

vieilles recettes libérales», a-t-elle assuré.

Soutien aux frondeurs PS

Martine Aubry s'est exprimée pour la première fois après deux ans et demi de silence. Cependant cette dernière aurait été derrière certains frondeurs qui ont signé et coécrit en avril 2014, le «Contrat de Majorité», destiné à faire pencher à gauche la politique de François Hollande. A cette période, des observateurs ont assuré que «Martine Aubry est silencieuse, mais son ombre plane derrière une partie de la fronde des députés» (RFI).

Assurant également que d'ailleurs que cette dernière est «très en colère de la déroute des socialistes aux municipales, mais aussi de la nomination de Manuel Valls». Cet entretien est un rapport de force supplémentaire, connaissant ses amitiés avec certains frondeurs, dont elle a assuré publiquement «partager leurs propositions» économiques. «J'espère que la prise de conscience sera là, que le débat aura lieu. En tout cas, plus on sera nombreux à le dire à gauche plus on aura une chance d'être entendus», a-t-elle averti.

Martine Aubry propose la création d'une nouvelle sociale-démocratie. «Je défends un État qui donne toute sa place aux pouvoirs locaux, un État qui régule la mondialisation», a-t-elle insisté. Cette dernière a déploré que les multinationales «imposent leur loi aux États et «le marché a tout envahi (...) tout se marchande jusqu'à nos corps. Il faut remettre des règles qui défendent la coopération avant la compétition, le bien-être avant le tout-avoir, la préservation de l'avenir avant le profit immédiat».

Céline Tabou

Edito

La lutte contre Ebola : Cuba félicité

Cuba a déjà envoyé un contingent de 165 personnels de santé en Sierra Leone, une sélection de spécialistes qui possèdent déjà 15 ans d'expérience en intervention extérieure. Le secrétaire d'Etat Américain, John Kerry a félicité Cuba pour sa contribution à la lutte contre Ebola. C'est tellement rare. Pour comprendre, voici une réflexion de Fidel Castro intitulée : « L'heure du devoir ».

« NOTRE pays n'a pas hésité une minute avant de donner une réponse à la demande d'aide des organismes internationaux dans la lutte contre la brutale épidémie qui frappe l'Afrique occidentale.

C'est ce que notre pays a toujours fait sans exclusion quiconque. Le Gouvernement avait déjà donné les instructions pertinentes pour mobiliser en urgence et renforcer le personnel médical qui prête ses services dans cette région du continent africain. Une réponse rapide a également été donnée à la demande des Nations Unies, comme nous l'avons toujours fait face à une demande de coopération.

Toute personne consciente sait que les décisions politiques qui comportent des risques pour le personnel, hautement qualifié, impliquent un niveau élevé de responsabilité de la part de ceux qui les appellent à accomplir une tâche dangereuse. Cela se révèle encore plus difficile que celle d'envoyer des soldats combattre et même mourir pour une cause politique juste, ce qu'ils firent toujours également comme un devoir.

Le personnel médical qui part pour n'importe quel endroit pour sauver des vies, y compris au risque de perdre la sienne, est le plus bel

exemple de solidarité que puisse offrir l'être humain, surtout lorsqu'il n'est motivé par aucun intérêt matériel. Sa famille la plus proche apporte également à cette mission une partie de ce qu'elle a de plus cher et de plus admiré. Un pays renforcé par de longues années de lutte héroïque peut très bien comprendre ce que j'exprime ici.

Nous comprenons tous qu'en accomplissant cette tâche avec le maximum de préparation et d'efficacité, c'est notre peuple et tous les peuples frères des Caraïbes et d'Amérique latine que nous protégerons, en évitant que la maladie ne se propage, puisque, lamentablement, elle s'est introduite et pourrait s'étendre aux États-Unis qui maintiennent tellement de relations personnelles et d'échanges avec le reste du monde. Nous coopérerons volontiers avec le personnel nord-américain dans cette tâche, et ce n'est pas à la recherche de la paix entre les deux États qui ont été opposés durant tant d'années, en tout état de cause, c'est pour la Paix dans le monde, un objectif que l'on peut et que l'on se doit d'atteindre.

Le lundi 20 octobre, à la demande de plusieurs pays de la région, une réunion aura lieu à La Havane, à laquelle participeront d'importantes autorités de ces pays qui ont exprimé la nécessité de prendre les mesures pertinentes pour stopper la propagation de l'épidémie et la combattre de façon rapide et efficace.

Nous, Caribéens et Latino-américains, enverrons également un message d'encouragement et de lutte aux autres peuples du monde. L'heure du devoir est arrivée.

Fidel Castro Ruz »

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991-2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Catherine Gaud, présidente de RIVE Océan Indien

Contre le VIH, une vraie lutte commune dans l'océan Indien

Du 8 au 10 octobre dernier, La Réunion accueillait le 13e colloque VIH et hépatites de l'Océan Indien, le COVIH 2014. Il avait pour thème l'égalité des soins. Environ 300 personnes dont la moitié venue des îles voisines ont participé à cet événement, marqué par la présence de Sheila Tlou, directrice régionale d'ONUSIDA. Retour sur ces trois jours avec Catherine Gaud, présidente de RIVE Océan Indien, l'association organisatrice.



Catherine Gaud lors de l'ouverture du COVIH 2014.

Depuis le colloque VIH 2013 à Maurice, quelles ont été les principaux faits enregistrés en Afrique australe et dans l'océan Indien ?

Catherine Gaud: le plus notable, c'est la situation dégradée à Madagascar. Il est difficile d'avoir des chiffres fiables. Par exemple, la file active, c'est-à-dire le nombre de patients suivis, est d'environ 800 personnes. C'est équivalent à La Réunion alors que la population est bien plus importante...

Se posent aussi à Madagascar des problèmes de rupture de traitement en dehors de la capitale, parce qu'il est difficile d'avoir accès aux médicaments quand on quitte Antananarivo.

À Maurice, c'est aussi la difficulté des soins avec seulement 4 médecins pour 6.000 personnes séropositives.

À l'occasion du colloque, il y a eu la création de RAVANE Océan Indien. C'est un réseau de patients de l'océan Indien. Son premier président est un Seychellois. RAVANE Océan Indien permet à des personnes d'échanger. Mais c'est aussi un moyen pour que des gens d'une île puisse faire des plaidoyers pour d'autres patients vivant dans une autre île où c'est plus difficile.

Le colloque COVIH 2014 a aussi pour objet la lutte contre les hépatites. Sur ce point, il y a un problème pour l'accès aux soins des patients touchés par l'hépatite B à Madagascar et aux Comores. Pour l'hépatite C, un enjeu est l'accès à un traitement à un prix diminué, en particulier aux Seychelles et à Maurice.

Le COVIH 2014 avait comme thème l'égalité à l'accès aux

soins. Quelles sont justement les principales inégalités dans ce domaine entre les pays de notre région ?

Il y a en particulier des inégalités dans la prise en charge globale. C'est non seulement l'accès aux traitements contre le VIH, mais aussi contre les maladies opportunes. La prise en charge globale, c'est également le soutien psychologique. Beaucoup restent à faire dans ce domaine.

Concernant la discrimination, je tiens à saluer une loi promulguée aux Comores. Les Comores interdisent toute forme de discrimination liée au VIH.

Ce n'est pas le cas partout. Ainsi à Maurice, si une personne souhaite s'y installer elle doit passer un examen médical. Et si sa séropositivité est détectée, elle sera alors expulsée du pays.

Quel est le rôle de La Réunion dans la lutte contre le VIH dans notre région ?

La Réunion est l'île à l'origine de toutes les formations. Elles concernent les professions de santé et les militants associatifs. La Réunion est aussi l'île qui possède le plateau technique et des experts. Des médecins d'autres îles nous appellent pour échanger afin d'avoir un avis sur un patient, ils savent qu'ils peuvent compter sur nous. Nous aidons à effectuer des examens biologiques et une partie des fonds propres de RIVE sert notamment à financer ces analyses.

ONUSIDA a dévoilé une stratégie pour arriver au triple zéro en 2030 (zéro infection, zéro décès, zéro



Vue d'une partie des participants le 8 octobre dernier. Dans notre région, patients et soignants forment une famille. La lutte contre le VIH est un secteur où il existe une vraie lutte commune dans l'océan Indien.

discrimination). Dans notre île, où en sommes-nous? Que dire de l'évolution des mentalités?

Aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus de décès à cause du VIH à La Réunion. Donc zéro décès, nous pouvons y arriver.

Pour le zéro contamination, c'est très difficile. Nous constatons que les gens ne se protègent plus autant, ils pensent que le VIH n'est plus une maladie grave.

Les traitements aident aussi à diminuer les contaminations, car ils font baisser de manière importante la charge virale. Celle-ci peut devenir indétectable.

Pour le zéro discrimination, les choses s'améliorent un peu.

Beaucoup de gens continuent de se taire et ont peur des réactions que pourraient susciter l'annonce de leur séropositivité. Mais c'est moins important qu'avant.

Pour la sphère intime, cela va mieux. Par contre, en dehors des relations familiales ou proches, quand on arrive dans la sphère publique, cela ne va pas mieux.

300 participants dont 150 venus des pays voisins au COVIH 2014: comment avez-vous réussi à faire de la lutte contre le VIH une application concrète de la solidarité

entre nos îles ?

C'est quelque chose de très ancien. C'est un véritable réseau dans l'océan Indien. Soignants, patients, nous formons une famille.

C'est un secteur où il y a une vraie lutte commune.

Ces liens s'expliquent aussi parce que des vies sont en jeu. Si La Réunion n'arrive pas à fournir des médicaments, s'il n'y a pas d'accès à des traitements à Madagascar, il y a des morts.

Que pensez-vous de l'absence de la COI à la cérémonie d'ouverture du COVIH ?

Je regrette vivement cette absence. La lutte contre le VIH était pourtant le premier programme de santé de la COI. C'était quand Monique Andreas Esoavelomandroso était secrétaire générale.

La sensibilité actuelle du secrétaire général ne semble pas très portée sur ce sujet. Mais je ne désespère pas.

Nous avons en effet des fonds qui nous attendent à la Banque africaine de développement. La BAD s'est engagée pour financer un 3e programme de lutte contre le VIH, et la COI qui est le bon organisme pour cette action.

Où se déroulera le prochain COVIH ? Avez-vous déjà prévu les thèmes abordés ?

Le prochain colloque aura lieu aux Seychelles. Ce sont les Seychellois qui choisiront le thème. J'ai noté une très forte participation seychelloise pour le COVIH 2014: 36 personnes emmenées par la ministre de la Santé, Mitcy Larue. Elle en fait un engagement personnel. Un journaliste faisait partie de la délégation seychelloise, et le COVIH a eu beaucoup de retentissement aux Seychelles, ainsi qu'aux Comores.

Même si les Seychelles ont un problème pour les échanges de seringues qui font baisser la prévalence du VIH, il existe dans ce pays une vraie motivation pour lutter contre l'épidémie. C'est également un peuple enthousiaste et chaque fois que nous allons aux Seychelles, c'est une réussite. Maurice, quelles ont été les principaux faits enregistrés en Afrique australe et dans l'océan Indien?

Propos recueillis par Manuel Marchal

Madagascar remporte la WebCup 2014

L'Inde met en échec l'ultralibéralisme à l'OMC

Depuis sa prise de fonction en mai, le Premier ministre indien, Narendra Modi, est le sujet de toutes les attentions. Depuis sa nomination, il parvient à imposer ses exigences et à s'allier ses voisins asiatiques.



Narendra Modi (au centre de la photo).

Lors de sa victoire, l'un des dirigeants du Bharatiya Janata Party (BJP, parti nationaliste) avait déclaré depuis le siège du parti à New Delhi : « c'est le début du changement, la révolution d'un peuple et le début d'une nouvelle ère ».

Servir les intérêts de son pays

En juillet 2014, à l'occasion de la Conférence ministérielle de Bali, Narendra Modi a torpillé la conclusion d'un Accord de facilitation des échanges (TFA) destiné à réduire les barrières douanières. Ce dernier a exigé des progrès plus rapides concernant l'exemption de ses réserves alimentaires et de possibles sanctions de la part de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En effet pour l'OMC, la constitution de réserves alimentaires subventionnées pour les pauvres est considérée comme une infraction en vertu de leurs règlements. Narendra Modi marque sa différence et surtout sa volonté de ne pas être victime du système économique et politique mondial. Face à ce refus, les critiques venant des Américains se sont faites acerbes. Pour le secrétaire d'Etat, John Kerry, « le refus de signer l'accord de

facilitation du commerce envoie un signal troublant et nuit à l'image même que le Premier ministre Modi tente de donner de l'Inde ».

De son côté, le Premier ministre indien a rencontré quelque mois plus tard, le président américain, Barack Obama, à qui il a assuré qu'un accord serait "bientôt" trouvé afin de sortir de cette impasse. Toutefois, Narendra Modi a affirmé que « l'Inde soutient la facilitation des échanges. Cependant, j'entends également que nous soyons capables de trouver une solution qui prenne en compte nos inquiétudes en matière de sécurité alimentaire ».

Ainsi le Premier ministre impose au monde ses priorités et sa volonté de défendre les intérêts de son peuple au détriment des logiques commerciales internationales. Cette position ferme se fera de nouveau sentir lors du 6ème sommet des BRICS (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Russie) au Brésil, où il a privilégié ses relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est et marqué ses distances avec l'allié américain.

Revoir la politique extérieure

Le sommet des BRICS est le premier

pour le Premier ministre indien Narendra Modi, mais aussi l'occasion pour lui de rompre avec la politique de ses prédécesseurs, surtout dans le domaine de la politique étrangère. Raison pour laquelle, il avait invité à sa cérémonie d'investiture à New Delhi, le 26 mai dernier, les chefs d'Etat et de gouvernements de la sous-région de l'Asie du Sud.

Les huit pays membres de l'Association sud-asiatique (SAARC) + Pakistan, ont participé à la cérémonie, qui a été saluée par les observateurs comme un « coup de maître ». Narendra Modi est parvenu à s'affirmer comme le nouveau leader régional, reprenant même le dialogue avec son frère ennemi pakistanais. Au cours du sommet des émergents, il conforte la volonté politique traditionnelle de l'Inde d'un monde multipolaire.

Le Premier ministre indien a exhorté ses partenaires, lors de son allocution devant les dirigeants des pays émergents, à parler d'une « voix unie et claire pour un monde pacifique, stable et équilibré ». Au cours de ce sommet, les BRICS ont créé un fonds de réserve commun et d'une banque de développement, basée à Shanghai et dirigée par un Indien.

Le but est de trouver une alternative au FMI et à la Banque Mondiale. Raison pour laquelle, la banque de développement sera dotée d'un capital de départ de 50 milliards de dollars qui serait par la suite porté à 100 milliards de dollars pour financer des projets d'infrastructure. De son côté, le fonds disposera d'une réserve de 100 milliards de dollars, et il pourrait être mobilisé pour aider les pays en difficulté.

Le moment était donc venu pour les grands émergents, qui représentent à eux cinq 40 % de la population de la planète et un cinquième du PIB mondial, d'unir leur puissance nouvelle.

(à suivre)

Céline Tabou

LA CANNE C'EST LE SUCRE, MAIS PAS SEULEMENT !

Dans les dernières chroniques, nous avons évoqué l'utilisation des produits dérivés de la canne à sucre dans l'alimentation des ruminants (boeufs, cabris, moutons..). Cette semaine on évoquera la possibilité d'alimentation des animaux monogastriques comme le porc en produits dérivés de la canne. Bien entendu, il ne s'agit pas de limiter la nourriture de ces animaux à ces produits-là, il y en a bien d'autres dans la nature et il serait dommage de ne pas les utiliser et d'en priver nos animaux. Je rappelle à l'intention des jeunes qu'il y avait dans le manger cochon de mon enfance des choses intéressantes pas seulement pour les cochons, comme manioc, patates, songes, grains de jaque et autres: un complément de goûter pour nous, les enfants.



Vente de jus de canne dans une rue de Dhaka au Bangladesh. (photo Steve Evans)

La canne c'est le sucre, mais pas seulement -7-

Premier composant: le jus de canne à sucre

Je pense que cela risque d'étonner pas mal de Réunionnais éleveurs. Pourtant, le porc utilise efficacement les aliments riches en sucre et en amidon avec nécessairement un apport de protéines, de vitamines et de sels minéraux que l'on trouvera dans d'autres aliments. Les protéines peuvent être remplacées, en partie, par des feuillages de manioc, patates et d'autres légumineuses.

Le jus de canne comporte en période sèche, une forte teneur en sucres solubles, essentiellement du saccharose, peu de glucose et de fructose. Il est pauvre en matières sèches et en protéines. Il constitue une source d'énergie appréciable pouvant remplacer l'amidon du blé. Des expérimentations ont été effectuées en Afrique et aux Antilles pour le porc en

période de croissance: les résultats sont intéressants avec une complémentation convenable en protéines, vitamines et els minéraux.

Le hic réside dans la conservation du jus: il doit être extrait quotidiennement ; il y a d'autres techniques comme le maintien à une faible température (4 degrés environ) ou bien de l'eau et conservation du sirop.

Le but, dans l'utilisation d'aliments non conventionnels comme le jus de canne, n'est pas d'obtenir des rendements dépassant l'entendement, mais des rendements très acceptables avec l'accompagnement nécessaire des techniciens formés à ces méthodes.

Georges Gauvin

Vocabulaire : Pressoir à jus de canne

J'ai déjà évoqué le fangourin ou frangourin qui est à la fois la boisson elle-même et la machine à extraire le jus; il y a bien d'autres machines petites ou plus grosses à moteur électrique — dommage de s'en priver dans un pays où le soleil ne manque pas — ou thermique, ou à force d'énergie humaine ou animale. Vous pouvez trouver sur internet tous les pressoirs

possibles et imaginables. Reste à savoir si les règlements européens permettent ou ne permettent pas l'élevage de porcs suivant les modes d'alimentation non conventionnels — mon propos n'est pas d'éclairer cet aspect des choses mais, encore une fois, de dire ce que l'on peut faire avec la canne.

Oté

Ziskatan i lèw lo lièw pou shakinn

L'èr la, té la zourné pou rèy la mizèr partou, dan tout péi. Lo 17 oktob. Dopli 1987 in lasosiasyon an frans ki sobat kont la mizèr la dékrét lo 17 oktob shak ané, konm zourné pou rofiz tankipé la mizèr. Dizon, zour la i anparl plis. Mi ékout in madam si radio frans-intèr, lo madam ki roprézant lo lasosiasyon an késtyon i di : Pou bann pov, lé pa tan télman la mizèr k'lé dir pou siporté, la mizèr byin sir mé sé sirtou lo rogar domoun nana si zot. Tou lé zour, sétaki i tir in morso si zot, shakinn nana a rodir, lo pov lé parès, li rod pa travay, li kout shèr, li fé zanfàn pou gingn larzan, oilali-oilala, é èl i arzout tousala sé dé prézizé i tyinbo pa dobout. I fo kass so bann prézizé la son dir. Pou kass sa i fo arèt krétik banna, arèt ral lo kont si zot, arèt fé koméraz, rogar a zot otroman findkont, plito èd a zot. Mé koman fé pou nout par, pou édé ? Pousa mi poz a mwìn bon pé késtyon.

Dabor inn, koman fé pou sov nout linité anou èk so mizèr la dan nout péi ? shakinn i koné lo shif. An dé, koman fé pou gatir nout viv ansanm ké tout domoun i anvì a nou partou? An trwa, koman fé pou rapyès nout tisu sosial ? Nout tisi sosial zistoman lé po déshiré dikou, lé konm in linz, kisoì in kilot ou kisoì in shomiz, si la twal lé fay, promié lavaz, li ratrésì, lo tisi sosial lé konmsa, li friz. Zordi, lo p'ti, firamézir li raptisi, lo gro, tou lé zour li gonf. Koman fé pou sov tousala, kan dan nout péi nana i viv èk 300,400 ou 500 éro par mwa ? Défwa mwìn. Ki pé di, sa nana asé pou viv?

A kou sir gouvèrnman la na son par, sirman pa son tousèl. Mon lidé a mwìn, li dwa déza rokonét, la vi lé shèr pou tout domoun, pa solman pou in katégori d'moun, in pé li donn in prim pou galizé é in pé li di « Alé marshé ». La pa korèk ditou. Sirman la mizèr lé la dopli lontan. Pou sa rapèl a zot, in tan gouvèrnman la sèy trouv in manière pou amorti doulèr banna ? la mèt an plass lo RMI, lo RSA.... La CMU. Gouvèrnman la gosh touzour. Ni di, pou rézon, i rèy arpa tout toudinkou èk in bagèt mé i pé soulazé, i pé édé. Lo 17 oktob i dwa rèr in dat rokoni mé pa ryink. Tou lé zour, i dwa èt lo 17 oktob pou tash manière trouv in solisyon pou banna. An atandan, gouvèrnman i dwa kontinié mèt lamortisèr d'sou la mizèr bann pov. Ziskatan i lèw lo lièw pou shakinn.

Justin